

Bernard COLLIN

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-MARNE - 2me Circonscription

PROGRÈS & DÉMOCRATIE MODERNE

Centre Démocrate

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

La France vient de vivre, et vit encore des semaines lourdes de conséquences.

Le spectre de la guerre civile hante encore les esprits de chacun.

Dix années de pouvoir sans partage, sans discussion, nous ont conduit à un affrontement tragique.

Depuis plusieurs années déjà, les candidats, les élus, les dirigeants du Centre Démocrate, ont mis en garde l'opinion publique et le gouvernement contre les dangers de la **coupure de la France en deux blocs.**

Au moment de l'arrivée à la vie active de centaines de milliers de jeunes,

au moment où l'Avenir de bien des entreprises industrielles, artisanales, rurales est incertain,

au moment où, de plus en plus, disparaissent les frontières entre les Nations,

au moment où notre société est en pleine évolution ;

la conduite de la Politique française ne peut dépendre de la volonté d'un seul homme, si prestigieux soit-il, malgré les bulletins d'autosatisfaction qui, depuis des années, servent de thème à ses discours ministériels.

Pour n'avoir pas établi de plans, réalisables par étapes en matière de politique sociale,



Roger PRUDHOMME

pour avoir discrédité et écarté tous les corps intermédiaires (organisations professionnelles, élus, mouvements de jeunes, étudiants, associations familiales).

pour avoir refusé le dialogue avec qui que ce soit, le Gouvernement s'est trouvé aux prises avec des conflits sociaux et estudiantins, et contraint d'accorder sous la pression, des concessions indispensables dont il ne voulait pas entendre parler auparavant.

Tout ce que les candidats centristes ont demandé lors des élections antérieures, particulièrement celles de 1967, reste vraiment d'actualité.

ASSURER LE PLEIN EMPLOI : problème n° 1, la situation grave en ce domaine, nous oblige, une nouvelle fois, à pousser un cri d'alarme.

RÉALISER UN ENSEIGNEMENT, accessible à tous, cohérent dans son déroulement, préparant les jeunes à leur vie professionnelle, suivant leurs capacités.

REVENIR A L'EXPANSION ÉCONOMIQUE, abandonnée au profit d'une fausse stabilité. Seule, cette expansion, augmentera le revenu national. Sa bonne répartition permettra d'améliorer le sort de nos vieux, d'abaisser l'âge de la retraite, de réduire la durée du travail, de revaloriser le revenu national.

ACTION SOCIALE, par l'abolition des ordonnances sur la Sécurité Sociale, et la discussion, par le Parlement, des Réformes nécessaires.

AGRICULTURE : Il faut assurer l'écoulement normal des produits à un prix rentable pour le producteur, ce qui ne peut se faire que dans le cadre d'un marché européen.

EUROPE : Face aux États-Unis et à l'U.R.S.S., la mise en commun des richesses de notre Continent, la construction progressive, avec l'Angleterre, d'une **Communauté européenne économique, politique et de défense,** est seule capable d'assurer :

la Prospérité, la Sécurité et l'Indépendance de la France ;

une action concertée d'aide aux pays sous developpés et de bâtir la Paix du monde.

Face à tous ces objectifs, seuls, les parlementaires qui auront gardé **leur liberté de jugement et leur volonté d'agir,** pourront se placer **au dessus des consignes politiques paralysantes des formations inconditionnelles** (élus de la majorité sortante et élus communistes).

Le **nécessaire dialogue** avec les forces vives du Pays, loin de mettre en cause la stabilité indispensable, doit au contraire, la consolider, tous les intéressés étant associés à la conduite de la vie publique, et ainsi dispensés de descendre dans la rue, pour se faire écouter.

Nous refusons **les épreuves de force,** nous refusons **la violence** quels qu'en soit les auteurs, **nous refusons la politique des deux blocs.**

Refusez avec nous de voir les Français dressés les uns contre les autres, sinon nous serons, dans un avenir rapproché, aux prises avec un conflit encore plus grave.

La satisfaction candide de l'ordre rétabli ne doit pas nous en faire oublier le danger.

Votez pour des candidats qui, avec **Jacques DUHAMEL** et avec **Jean LECANUET** entendent, dans la légalité, promouvoir **une Politique de Progrès, de Justice sociale et de Paix.**

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

NE FAITES PAS, DE CES ÉLECTIONS, LE SCRUTIN DE LA PEUR.

Bernard COLLIN

Docteur en Médecine

Conseiller Général de la Haute-Marne

Suppléant éventuel :

Roger PRUDHOMME

Vice-Président du Conseil d'Administration
de la Caisse d'Allocations Familiales
Ancien Prisonnier de Guerre

Vu le Candidat

IMP. JEANNE D'ARC - JOINVILLE (H. M.)